

LA GRANDE RELEVÉ

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

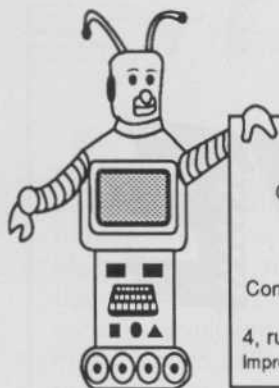


Décideur ou économiste en plein travail ?

M 1669 - 878 - 10,00 F



3791669010000 08780



La Directrice de la publication
M. - L. DUBOIN
Commission Paritaire N° 57434
Diffusé par N.M.P.P.
Rédacteurs bénévoles,
selon leur disponibilité.
Composition au journal sur Macintosh +
Mise en page EDIT-PLUS
4, rue André Messager - 75018 PARIS
Impression : TIP, 11, rue du Progrès, Montreuil

ABONNEZ-VOUS

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	100	F
Soutien	140	F
Etranger	125	FF

Règlement par chèques postaux: au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris.
Les règlements par mandat ou par chèque bancaire doivent être à l'ordre de:

LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente :

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"

SOMMAIRE

- **EDITORIAL**
3 Trop, c'est trop
par M.-L. Duboin
- **ACTUALITE**
4 Tiers Monde et spéculation
par R. Marlin
14 Allons enfants
Fêtes du Bicentenaire
par Pinoche
- **REFLEXION**
7 De l'eau à notre moulin
par J.-P. Mon
12 Economie des ressources
par F. Bradbury
- **LECTURES**
10 Autopsie du désastre
par D. Bloud
- **PERCÉES**
6 Alerte à l'érosion intellectuelle
par C.-F. Eberlin
- **Courrier**
- **16** Résumé de nos thèses :
l'économie distributive



*Une brochure à faire lire
pour votre propagande*

L'ECONOMIE LIBEREE

par M - L DUBOIN

Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages, de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser (22 F pièce, franco).

Et pour votre réflexion personnelle :

à commander également à la Grande Relève

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

par Marie-Louise Duboin

Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative, l'économie distributive expliquée dans les détails.

85 F, franco

KOU L'AHURI LES YEUX OUVERTS

par Jacques Duboin

Deux rééditions récentes, toujours d'actualité.

65 F chacune, franco

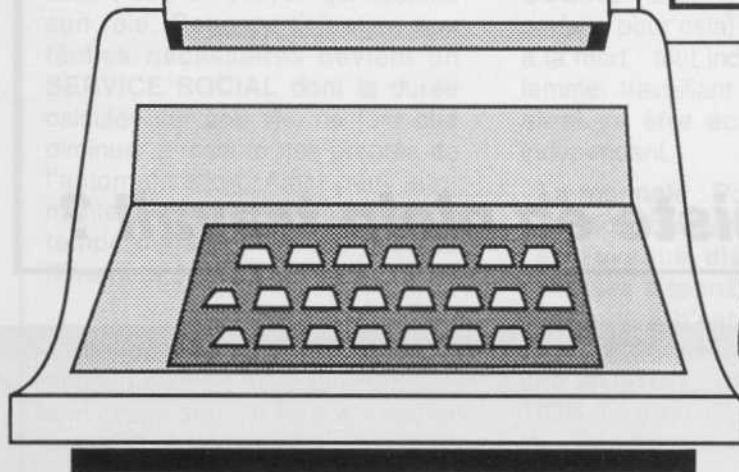


Allô ? Oui,
la Grande Relève
à l'appareil...

Achetez vos livres et revues dans les librairies vendant la Grande Relève :

- La Libre Pensée
10, rue des Fossés St-Jacques
75005 PARIS
- Parallèles
47, rue Saint-Honoré
75001 PARIS
- LIBRAIRIE NOGGET
Rue du Petit Palais
57000 METZ

les mardi et jeudi
après-midi
16 (1) 30 71 58 04



TROP, C'EST TROP

par Marie-Louise Duboin

Quatre chiffres après la virgule ! C'est maintenant au dix-millième près qu'on nous serine, à chaque bulletin d'information, le cours du dollar. Et puis le cours du yen, le cours de l'once d'or, le cours du lingot, le cours du napoléon, etc. Si les média, et la pub qui les paie, veulent nous asservir au culte de l'argent, il y a cependant un ras-le-bol qui semble enfin se manifester, ci et là. Peut-être que les infirmières au SMIC commencent à se poser des questions, à force d'entendre, chaque jour, que les actions montent en Bourse... Elles vont peut-être s'étonner en entendant aujourd'hui qu'une offre d'achat de 135 milliards de Francs vient d'être rendue publique en Angleterre. Surtout si elles savent que les plus gros achats se font à l'aide d'argent emprunté (*), et si elles découvrent que le fait de privilégier le dollar comme monnaie pour les échanges internationaux permet aux Etats-Unis de vivre aux dépens du reste du monde : leur dette extérieure dépassait 2.600 milliards de dollars à la fin de 1988, plus de la moitié de leur PNB, l'endettement des ménages est encore plus élevé : 3.000 milliards de dollars, celui des sociétés y atteint 4.000 milliards de dollars. Ces chiffres famémeux vont bien finir par inciter les citoyens de 1989 à se demander d'où vient ce fric ? Comment est-il créé ? Pour le profit de qui ?

Si la grande majorité d'entre eux n'a pas encore pris conscience que les "lois" du marché et les habitudes financières dites libérales ont édifié un volcan sur lequel le monde aura bien du mal à survivre, il se trouve, ô miracle, que ces abus sont enfin dénoncés par quelques (rares) économistes ou

responsables. Peut-être parce que le Président de la République Française lui-même a pris des initiatives dans ce sens ?

De sorte que, dans ce numéro que nous avons voulu orienter sur les questions monétaires, nous n'avons pas eu besoin de répéter les critiques du système du marché que nous faisons, au fil de ces colonnes, depuis des décennies : il nous suffit maintenant de citer - excusez du peu - un Prix Nobel d'économie ou le Gouverneur de la Banque de France ! C'est ce que fait ci-dessous J-P Mon. Un autre témoignage d'expert nous est apporté par D. Bloud, analysant un livre récemment publié par un spécialiste de la banque.

La dénonciation des vices du système monétaire actuel n'est qu'un premier pas. Il faut en plus, d'une part, proposer un autre système et, d'autre part, envisager les modalités de passage.

Toujours en avance, les distributistes ont depuis longtemps des propositions cohérentes : sur le plan local, la monnaie distributive : monnaie de consommation, donc non thésaurisable, et gagée sur la production et les services disponibles, c'est à dire sur la réalité ; pour les échanges extérieurs, des contrats de troc, exclusivement : telle fourniture contre telle autre, à telle date, sous l'arbitrage d'un organisme supranational. Spéculation, création monétaire "ex-nihilo", commerce de promesses et autre inventions aussi pernicieuses devant être impossibles et considérées pour ce qu'elles sont : des insanités conférant des pouvoirs injustifiés, sans lien avec la réalité économique, et qui ont mené le monde à l'absurde.

La recherche, pour nous, porte sur la transition, car une décision de cette ampleur ne sera pas prise de si tôt à l'échelle mondiale, pas plus au sommet des 7 plus riches qu'à celui des 7 plus pauvres, le TOES.

Nous avons déjà présenté plusieurs propositions contribuant à cette recherche. Elles se placent généralement dans le cadre de réformes progressives, avec l'existence provisoire de deux systèmes parallèles, le capitalisme libéral et une amorce de système distributif. Citons les plus récentes que nous avons publiées: le "Plan Hunebelle", les travaux du GRAHP animé par R. Hairy, et la monnaie verte de G. Denizeau. Il faudrait à ces propositions l'appui d'une expérience concrète, récente, et à une échelle suffisamment grande pour être concluante. Une telle expérience est en projet, nous en reparlerons si elle se réalise.

Nous présentons aujourd'hui une proposition qui se rapproche plutôt de celle de la "monnaie-calorie" de G. Ostebrook. Elle nous vient du Pays de Galles, et, ayant dû la traduire très vite, nous espérons ne pas l'avoir trahie. Il s'agit d'une réforme non pas du système financier en général, mais de tous les impôts, à transformer en une taxe unique, basée sur l'énergie qui est incluse dans ce qui fait l'objet de toute transaction. L'auteur de cette proposition, Farel Bradbury, aimerait la faire accepter au niveau européen et nous a demandé si les distributistes étaient prêts à la défendre. A eux de répondre.

(*) par exemple, l'achat de Nabisco par Kohlberg et Cie, pour 25 milliards de dollars, a coûté (et donc rapporté aux banques prêteuses) 700 millions de dollars d'intérêts.

TIERS MONDISME ET SPECULATION

par René Marlin

Alerte ! après des années de soi-disant surproduction alimentaire, voici la soi-disant pénurie. Les bataillons serrés des spécialistes de la prévision montent à l'assaut de l'opinion pour la convaincre que la famine nous guette, avec, en renfort, la caution invoquée de la "communauté scientifique".

La malédiction

Les mythes millénaires resurgissent à propos aux approches de l'an 2000. Aux années de vaches grasses, ne peuvent que succéder des années de vaches maigres. Dans le tréfonds de l'esprit des êtres humains ordinaires, il faut bien qu'il en soit ainsi puisque cela a toujours été.

"Ce qui fut, cela sera ; ce qui s'est fait se refera et il n'y a rien de nouveau sous le soleil". (L'Ecclésiaste I,9).

L'Histoire étant un éternel recommencement, il ne peut y avoir de paix sur terre, de même qu'il ne peut y avoir de mutation dans la production et les échanges. Donc, il faut continuer à préparer les guerres futures, même au temps où l'arme nucléaire est capable de faire disparaître toute vie sur terre. Alors, lorsque le progrès scientifique et technique apporte l'abondance potentielle qui menace le profit et le système économique actuel, il faut bien que la pénurie revienne puisqu'il en a toujours été ainsi. Le régime capitaliste, s'il n'a pas été éternel dans le passé... l'est devenu et c'est bien ainsi.

Tel est le raisonnement inconscient du citoyen moyen et de l'économiste à la mode, jusqu'au plus distingué...

La conjoncture

La mousson tardive aux Indes, les inondations au Bangladesh, l'invasion des criquets en Afrique, la désorganisation de l'agriculture en URSS et la sécheresse en Chine, aux Etats-Unis et au Canada se sont conjugués, c'est vrai, pour donner de mauvaises récoltes depuis l'an dernier. Les stocks de céréales ont donc chuté de 110 millions de tonnes et la production de l'année 1988 de 57 Mt. Lester Brown du Worldwatch Institute relève que la production mondiale de céréales avait augmenté, entre 1950 et 1984, de 624 Mt à 1645 Mt. Soit un accroissement de la production par habitant de 40%, qui s'est transformé en diminution de 14% depuis 1984. Il faut ajouter que la population du globe s'accroît en même temps au rythme annuel de 86 millions de personnes ce qui pose problème, mais la démographie est une autre question, trop vaste pour être abordée ici.

Cette situation inquiète évidemment les agronomes et les statisticiens. Une commission mondiale sur l'environnement et le développement a été chargée de l'étudier par l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 1983. Présidée par Mme Gro Harlem Brundeland, Premier Ministre travailliste de Norvège et M. Mansour Khalid, du Soudan, elle a publié son rapport en avril 1987 (1). Les éléments principaux dont nous faisons état dans cette chronique ont été repris notamment par "Le Monde" dans un article d'Eric Fottorino (2) et par René Dumont, dans une étude du "Monde diplomatique" (3). L'ancien candidat écologiste à la Présidence de la République a donné une série de conférences en France (4)

et a écrit un livre (5) dans lequel il commente ses idées sur ce sujet.

La FAO (6) et le Groupe de Vézelay (7) ont également repris ces informations. Ce dernier groupe a lancé un appel "Pour des Etats-Généraux de la planète" qui seraient chargés de rechercher les solutions "les plus efficaces pour sauver les équilibres vitaux" du globe et "... les formes de développement susceptibles d'assurer à tous les hommes et aux générations à venir les conditions d'une existence digne et harmonieuse et l'établissement de relations équitables entre les pays les plus industrialisés et les autres...".

Les conjectures

Les principaux accusés de ces méfaits sont les fameux CFC (Chloro-fluoro-carbones) qui seraient à l'origine de la destruction partielle de la couche d'ozone au-dessus des pôles, principalement. Or, cette couche nous protège des rayons ultra-violet solaires qui seraient, sans cela, capables de détruire toute vie sur terre. D'un article très documenté de Patrick Aïmedieu (8) sur la chimie des grands froids, il résulte que ces produits chlorés ne seraient pas les seuls en cause ; les éruptions volcaniques le seraient également. D'autre part, le refroidissement de la stratosphère resterait sans interprétation claire. Cette question n'est pas sans intérêt si l'on sait que la stabilité des CFC les rendra dangereux pour encore plusieurs décennies, malgré les accords intergouvernementaux partiels intervenus récemment (9).

L'augmentation de la teneur en dioxyde de carbone (CO2) ainsi que

le méthane (CH₄) de l'atmosphère serait également à l'origine de "l'effet de serre" qui, piégeant les rayons solaires, provoquerait un réchauffement global du climat. Ce phénomène serait dû au déboisement de plus en plus généralisé, y compris par les pluies acides, et à l'utilisation intensive des combustibles fossiles (charbon, lignite, dérivés du pétrole). Remarquons à ce propos que les centrales nucléaires civiles sont moins polluantes pour l'environnement puisqu'elles économisent cette dernière forme de production énergétique. Sur les six années les plus chaudes (en moyenne mondiale), quatre se situent entre 1980 et 1987. C'est cette raison qui expliquerait la sécheresse dans certaines régions de la terre et la diminution du débit des grands fleuves. Quant à l'élévation moyenne de la température, elle pourrait provoquer la fonte partielle des calottes glaciaires polaires et menacer les régions de terres basses, comme par exemple, la Hollande...

Les essais thermonucléaires qui mettent en jeu des températures et des pressions autrement inconnues sur terre, sont tabous et leurs effets sur le climat sont inconnus.

Malgré les incertitudes et le doute scientifique que nous avons soulignés, les mesures supranationales prises ou envisagées sont évidemment fondées. La défiance ne doit pas, dans ce cas, engendrer l'indécision et la prévention s'impose.

Le bilan

Sous l'avalanche des statistiques pessimistes, il convient néanmoins de réagir. Même si l'espoir est faible, l'instinct de survie de l'espèce nous pousse à tenir compte de chiffres plus prometteurs. Si nous devons survivre, il faudra bien en rechercher les moyens.

Et d'abord, les stocks mondiaux, même décroissants, n'ont pas disparu. D'après la FAO, il faudrait que la production céréalière augmente de 220 Mt en 1989, soit de 12%, pour que les réserves soient reconstituées. Lorsque l'on considère les fortes variations, en baisse, de 1988

par rapport à 1987, il n'est pas exclu que cela se produise. Si ce n'est pas le cas en 1989, ce peut très bien l'être les années suivantes. La conjoncture se retournerait une fois de plus. C'est si possible, d'après d'autres experts, que les représentants des Etats-Unis, du Canada et de la CEE se bataillaient encore en début d'année sur les mesures à prendre afin de faire diminuer les aides que les gouvernements accordent à leurs agriculteurs pour le soutien des prix. Pour en donner une idée, il s'agissait de 27 et 23 milliards de dollars respectivement aux Etats-Unis et dans la CEE en 1987 (9).

D'autre part, personne ne s'est opposé au plan de mise en jachère européen (11). Ajoutons que les plafonds fixés aux productions de céréales et d'oléagineux restent toujours en vigueur, ce qui fait dire au commentateur du bilan cité ci-dessus que l'occasion d'assainir le marché céréalier a été ratée et qu'elle "ne se représentera pas de si tôt".

Comme nous le voyons, selon les spécialistes auxquels l'on se réfère, les vues changent radicalement : pénurie pour les uns, abondance pour les autres. Nous avons l'habitude : depuis les fausses alarmes du rapport du Club de Rome sur les "limites de la croissance" (12) jusqu'au "planté" magistral de tous les économistes (!) sans exception qui avaient prévu de très mauvaises années 1988 et 1989 à la suite du krach financier du 19 octobre 1987, alors qu'elles ont été excellentes. Tous (les mêmes) le reconnaissent maintenant (13).

La spéculation

Contrairement à la réponse peu aimable que René Dumont a faite à notre courte intervention au cours de l'une de ses réunions (4), nous savons bien compter. Et pourtant, nous ne faisons qu'introduire quelques nuances dans son raisonnement. Le célèbre écologiste s'est éloigné de l'économie distributive, c'est entièrement son droit. Il commence à se différencier du mondialisme alors qu'il s'en déclarait encore récemment très chaud partisan dans l'étude citée ci-dessus (3). Nous

connaissons aussi fort bien les risques d'un mondialisme autoritaire (14). Même s'il abandonnait aussi les thèses mondialistes, nous ne saurions pas et ne songerions pas à l'en empêcher. Mais René Dumont estime manifestement que son soutien au tiers-monde est antinomique de nos thèses. Or il n'en est rien.

Il sait fort bien, car l'agronomie n'a pas de secrets pour lui, que les progrès scientifiques en cette matière ont été foudroyants depuis les années 70 ; révolution verte (blé et maïs hybrides), mécanisation agricole, amélioration des engrais et des semences, etc... et qu'ils sont très prometteurs pour l'avenir : biologie et génétique agricoles, cultures sans sol, etc... Faisons confiance aux scientifiques pour nous sortir, une fois de plus, de nos difficultés à condition que nous leur en donnions les moyens. Méfions-nous plutôt des philosophes et des moralistes qui ont montré leur incapacité à intégrer les connaissances techniques dans leur raisonnement. Rassurons les tiers-mondistes et les écologistes. Nous, distributeurs, n'avons aucunement l'intention de surexploiter la planète et d'ignorer son équilibre écologiste.

Le capitalisme est instable par nature. Il se complait dans les extrêmes et les spéculateurs ne gagnent jamais plus qu'avec les hausses ou les baisses qui résultent d'engouements plus ou moins sciemment organisés. C'est aussi un régime à courte vue : le long terme et la sérénité lui sont étrangers. La pénurie, ou même sa seule perspective, rétablit le profit dont il ne peut se passer. Les controverses dont nous avons parlé sont, il faut le savoir, au centre de luttes d'intérêts énormes. Les propagandes les plus insidieuses et les plus puissantes n'en sont point exclues.

Quant à nous, face aux modes éphémères de la pensée philosophique ou économique, nous garderons la lucidité et nous agirons par tous les moyens en notre pouvoir pour que la foule des êtres de bonne volonté nous rejoigne enfin. Nous savons où sont nos adversaires et où sont nos amis.

Suite page 6

ALERTE

À L'ÉROSION INTELLECTUELLE

par Charles-Francis Eberlin

Le jeudi 6 avril dernier, la Télévision Suisse Romande a donné dans son émission "Temps présent" un reportage intitulé "France : six millions d'analphabètes", et ce à partir de 20 heures, c'est-à-dire à un moment de grande écoute.

A l'Est de l'hexagone, dans la zone limitrophe où la télévision helvétique peut être captée, l'indignation fut à son comble parmi les politiciens des cafés du commerce. De quels droits ces rustauds suisses se sont-ils permis de nous montrer ainsi du doigt et de gausser de nous ? Qu'ils se mêlent de leurs propres affaires et soient heureux de servir de têtes de turcs à nos amuseurs de bas étage, lorsqu'ils n'ont plus d'histoires belges à raconter. C'était l'indignation quasi générale parmi nos pseudo-intellectuels.

Du côté officiel, chez nos attachés et observateurs de la presse et de l'audio-visuel, l'indifférence quasi générale a certes contrebalancé ces sautes d'humeur et de mauvais voisinage.

Mais si l'on va au fond des choses, on constate que cet événement a de

quoi faire réfléchir, notamment lorsque l'on apprend que :

a) l'émission suisse en question était la reprise d'un reportage effectué en collaboration par "Canal +" et "Flash TV" ;

b) l'enregistrement avait déjà été diffusé en France, à savoir par "Canal +", le 17 février dernier, à 21 h. 55 ;

c) des pourparlers seraient en cours en vue du rachat de l'émission par l'une des grandes chaînes nationales françaises.

Ceux qui ont vu cette émission sont tous d'accord pour affirmer qu'elle est de très bonne qualité et fait honneur à ses réalisateurs. Elle montre notamment combien ces six millions de nos concitoyens souffrent de leur marginalisation, de ce handicap que constitue le fait de ne pas savoir lire, de leur dépendance par rapport à leur entourage et de la fragilité de leur situation.

Mais cette privation totale de l'instrument le plus élémentaire de la communication, de l'accession à la culture

et au développement de l'intelligence, n'est que la partie émergente d'un iceberg que certains responsables ne voient même déjà plus, plongés qu'ils sont dans les brumes de leur propre autosuffisance.

Le grand danger pour notre avenir culturel et intellectuel provient de l'érosion et de la désertification progressives qui se manifestent déjà dans les couches montantes de la population active, où il n'est pas rare de rencontrer des diplômés qui prétendent accéder à des positions de cadres supérieurs alors qu'ils ignorent les règles élémentaires de l'orthographe et de la syntaxe et sont incapables de rédiger un compte-rendu cohérent. Les spécialistes en recrutement et sélection de cadres en savent quelque chose.

Quant à la communication orale, il suffit d'écouter certains speakers de la radio et de la télévision pour comprendre combien il est nécessaire de les éduquer. Dans ce domaine notamment, la situation est d'autant plus scandaleuse que des diplômés des cours de diction et phonétique restent, eux, sans emploi.

Tout ceci nous amène à affirmer qu'il est indispensable que les responsables à tous les niveaux doivent faire en sorte que l'émission "Six millions d'analphabètes" passe sur l'une de nos principales chaînes de télévision à une heure de grande écoute après avoir été annoncée à grand renfort de publicité.

Par ailleurs, il faut prévoir concrètement pour la rentrée de septembre prochain une campagne de sensibilisation dans les écoles et d'information sur les dangers de l'illettrisme, non seulement dans ses formes absolues et totales, mais aussi sous ses aspects sournois et rampants de la pseudo-instruction et de la semi-culture.

Suite de la page 5

(1) "Our common future" Oxford University Press 1987 traduit en français sous le titre "Notre avenir à tous" Editions du Fleuve et les Publications du Québec, Montréal 1988

(2) Voir "Le Monde" du 4 avril 1989

(3) Voir "Le Monde diplomatique" d'octobre 1988 et aussi l'article d'André Prime dans la GR n° 879

(4) Nous avons assisté à l'une de ces réunions le 25 avril 1989 à Toulouse, à l'Université des Sciences Sociales, devant plus de 500 étudiants

(5) "Un monde intolérable, le libéralisme en question", avec la collaboration de Charlotte Paquet. Editions du Seuil, Octobre 1988.

(6) Organisation des Etats-Unis pour l'agriculture et l'alimentation

(7) Sous l'impulsion de Mme et M. Beaud

et de Pierre Calame. Adresse : rue Bonnette 89450 Vézelay

(8) dans la revue mensuelle Clartés, Avril 1989

(9) Protocole de Montréal du 16 septembre 1987, accord de Bruxelles du 2 mars 1989 et appel de la Haye du 11 mars 1989 - Voir la GR n° 878

(10) Bilan économique "Le Monde" du 27 décembre 1988

(11) Ne rappelons qu'un chiffre : 15 millions d'hectares dans la CEE d'ici l'an 2000, soit une production gelée possible de 50 Mt de blé au moins.

(12) "Halte à la croissance ?" Editions Fayard 1973

(13) Cela ne les empêche pas de continuer à officier et de se moquer de nous, pauvres farfelus...

(14) Voir notamment "L'économie à l'Institut d'Etudes Mondialistes" GR n° 871

DE L'EAU A NOTRE MOULIN...

par Jean-Pierre Mon

C'est vraiment la Révolution ! Voilà que le gratin de l'économie se met à réclamer une profonde réforme du système monétaire : le prix Nobel 1988 d'économie, Maurice Allais, le gouverneur de la Banque de France, M de Larosière, l'ancien Directeur Général de l'Institut des Finances Internationales, ... Mais où allons nous ?

L'échec de la science économique

Et tout d'abord un constat qui fait la quasi unanimité: la science économique patine dans la choucroute.

C'est ce que nous dit un économiste de base, Michel Beaud, dans son livre "L'économie mondiale dans les années 80" (1) : "La plupart des auteurs continuent à penser en termes d'économies nationales, territoriales, bien bordées en leurs frontières, avec un intérieur et un extérieur bien définis... mais c'est la réalité des économies nationales, mondiales, interpénétrées et comme emmêlées, qui se renforce chaque jour. Ainsi nos structures de pensées, et plus encore, la présentation des informations statistiques nous empêchent de voir, d'analyser toute une dimension majeure de la réalité."

Maurice Allais, l'un des rares experts à avoir prévu le krach d'Octobre 1987, va plus loin (2) : Pour lui, l'économie mondiale reste potentiellement instable et son évolution à court terme est largement imprévisible. Pour supprimer cette instabilité, il convient de réformer profondément les institutions monétaires et financières. C'est qu'en effet "l'activité économique a pour objet de satisfaire les besoins **pratiquement illimités** des hommes avec des res-

sources limitées dont ils disposent, en travail, en richesses naturelles et en équipements antérieurement produits, compte tenu des connaissances techniques limitées qui sont les leurs"... "La science économique a pour tâche essentielle de définir correctement les principes généraux du cadre institutionnel dans lequel doit se dérouler l'activité économique, si elle veut atteindre son objectif. L'expérience montre que, tant au plan national que mondial, cette tâche n'a pu être réalisée, notamment sur le plan monétaire et financier.

**Avec l'argent du profit,
on peut tout faire...
sauf la Paix !**

Albert Chantraine

Le problème majeur des économies de marché occidentales est en effet celui, tout à fait irrésolu aujourd'hui, des fluctuations conjoncturelles et des variations de la valeur réelle de la monnaie qui compromettent à la fois l'efficacité de l'économie, l'équité de la répartition des revenus, la sécurité de l'emploi et des ressources et finalement la paix sociale. L'instabilité économique, la sous-production, l'iniquité, le sous-emploi, la détresse et la misère qui les accompagnent, sont les fléaux majeurs des économies de marché... Toutes les difficultés rencontrées résultent de la méconnaissance d'un fait fondamental, c'est qu'aucun système décentralisé d'économie de marché ne peut fonctionner correctement si la création incontrôlée ex-nihilo de nouveaux moyens de paiement permet d'échapper, au moins pour un

temps, aux ajustements nécessaires. Il en est ainsi toutes les fois que l'on peut s'acquitter de ses dépenses ou de ses dettes avec de simples promesses de payer, sans aucune contrepartie réelle, directe ou indirecte, effective... Qu'il s'agisse des taux de change ou des cours des actions, on constate le plus souvent une dissociation entre les données de l'économie réelle et les cours nominaux déterminés par la spéculation. Partout cette spéculation, frénétique et fébrile, est permise, alimentée et amplifiée par le crédit tel qu'il fonctionne actuellement. Jamais dans le passé elle n'avait atteint une telle ampleur."

M. Allais dénonce en outre la **monétisation accélérée des dettes**, c'est à dire l'utilisation des dettes comme instrument de liquidité, la confusion croissante entre épargne et monnaie et, surtout, **l'utilisation mondiale, comme unité de valeur, du dollar** dont la valeur réelle sur le plan international est extraordinairement instable et imprévisible. C'est qu'en effet "personne ne paraît réellement s'inquiéter du fait que l'utilisation internationale du dollar donne aux Etats-Unis le bénéfice de la création de monnaie sur le plan international, véritable tribut payé aux plus riches par les plus pauvres." C'est si vrai que le niveau de vie moyen américain est maintenu par des prêts de l'extérieur à une valeur de 3% plus élevée que celle qu'il aurait dans une situation d'équilibre.

En fait, les Etats-Unis restent le premier débiteur du monde (3) : les statistiques publiées par le gouvernement américain le 29 Juin révèlent une dette extérieure nette, à la fin de 1988, de 532,5 milliards de dollars, soit une hausse de 41% par rapport à 1987.

Propos de Colloque

Ce n'est pourtant pas de cette dette là qu'ont parlé les participants au Colloque sur l'endettement international qui vient de se tenir fin Juin et dont le thème, "Développement et Démocratie au péril de la Dette" était déjà en lui-même assez audacieux, pour ne pas dire affreusement gauchiste, pour l'establishment économique et financier.

A coté de déclarations, somme toute classiques et attendues, compte tenu de la personnalité de leurs auteurs : "Le Brésil a remboursé avec la faim des pauvres" (Celso Furtado, économiste, ancien ministre) ; "Le remboursement de la dette se fait au détriment de l'emploi, de la santé, de l'éducation" (Gustave Marin, économiste chilien), on a pu, de manière plus surprenante et dont il faut se réjouir, entendre le Gouverneur de la Banque de France affirmer que : "La crise de la dette constitue un défi pour la démocratie. M. André de Lattès a annoncé pour sa part que "la dette des plus pauvres sera annulée d'une façon ou d'une autre".

Des tabous sont donc tombés et il est maintenant évident que le remboursement intégral de la dette est un concept enterré. Tant mieux! Et nous devons nous réjouir que la France sous l'impulsion de son Président, ait depuis longtemps travaillé à cet enterrement. Du coup, les Américains commencent à suivre notre exemple.

Toujours à ce même colloque, on a entendu une journaliste, Susan George, dénoncer les banques qui ont reçu le beurre et l'argent du beurre, c'est à dire les remboursements et les capitaux enfuis des pays endettés.

Enfin Lionel Stoléru, Secrétaire d'Etat, chargé du Plan, a conclu en appelant chacun à oeuvrer pour que "de sélective ou éphémère, l'indignation face aux problèmes soulevés par la dette devienne permanente."

Nos lecteurs peuvent donc se réjouir que, d'une façon ou d'une autre, les thèses que nous avons si souvent

défendues dans nos colonnes commencent à trouver des échos auprès des plus hautes autorités.

Une réforme indispensable

Mais on ne pourra changer l'état du Monde que par une profonde réforme de notre système économique et financier. Bien des économistes commencent à y penser. C'est ainsi qu'en concluant son ouvrage, M. Beaud déplorait "l'absence d'une véritable organisation internationale capable de définir les règles du jeu économique."

Quant à Maurice Allais, il écrit (2) : "En fait, sur le plan national comme sur le plan international, les principes fondamentaux sur lesquels repose actuellement le système monétaire et financier doivent être entièrement repensés et une struc-

ture institutionnelle appropriée serait relativement facile à définir dès lors que les principes à considérer seraient déduits de l'observation des faits et non de conceptions a priori. Une réforme convenable du système monétaire international... impliquerait notamment l'abandon total du dollar comme monnaie de compte, comme monnaie d'échange et comme monnaie de réserve sur le plan international, ... et finalement, l'établissement progressif d'une monnaie commune sur le plan international."

Bien sûr, on n'en est pas encore à l'Economie Distributive, mais on voit bien que les choses avancent peu à peu. La révolution économique n'est peut-être pas aussi loin que ça!

(1) La Découverte, 1989

(2) Le Monde, 27 et 29 Juin 1989

(3) Le Monde, 1er Juillet 1989

bloc notes

ASSOCIATIONS

EDEN

Equipes pour la diffusion
d'une Economie Nouvelle :
2, rue Berthe-de-Boissieux
GRENOBLE

G.S.E.D

Groupe des Salariés pour l'Economie
Distributive, 11, rue St Vincent-de-Paul
13004 MARSEILLE

ADN PLANETE EN DANGER

1, rue Joux Aigues
31000 TOULOUSE - Tél : 61.25.02.32

103 MAN

Mouvement pour une alternative
non violente
39, Rue Peyrolières
31000 TOULOUSE - Tél : 6122.42.78

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor Duruy
75015 PARIS

UNION PACIFISTE

4, rue L. Hoche, 92100 BOULOGNE

REVUES

L'HOMME LIBRE

B.P. 205 - 42005 SAINT-ETIENNE

FACETTES

Une revue pas comme d'habitude
Spécimen contre 35 F.
56, rue de Tassigny
94700 MAISONS ALFORT

LA LUCARNE

Mensuel édité en Belgique
11, rue du Monnel, 7500 TOURNAY

TAM-TAM

33, rue de Réniport
1328 OHAIN (Belgique)

INFOR VIE SAINE

127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION (Belgique)

A CONTRE-COURANT syndical et politique

pour un renouveau syndicaliste,
avec la participation
du Renouveau Syndical 68
BP 2123 - 68060 Mulhouse Cedex

AUTOPSIE DU DESASTRE

par Denis Bloud

Comment arriver à l'Economie Distributive lorsqu'on ne la connaît pas ? Ce petit livre (1), oeuvre d'un spécialiste de la banque, est un constat lucide et impitoyable d'une réalité que Jacques Duboin avait perçue il y a déjà soixante ans. Les propositions faites par Gilbert Lasserre sont intéressantes mais ne vont pas jusqu'à la révolution intellectuelle du distributisme orthodoxe. G. Lasserre rejoint donc, à mon sens, la position inconfortable des penseurs sortis du sérail, comme J. Riboud, qui remettent trop le système en cause pour que celui-ci accepte leurs réformes, mais qui ne l'apostasient pas assez pour entrer de plain-pied dans la sphère lumineuse des grands réformateurs que nous connaissons déjà.

Il vaut la peine de constater la similitude des conclusions de G. Lasserre avec nos propres observations, maintes fois exposées dans "La Grande Relève" : *"la spéculation domine le monde, le capitalisme a perdu la raison"*. La monnaie n'apprécie plus les marchandises mais est elle-même appréciée comme une marchandise, comme une valeur mobilière en soi, par une *"remise en cause de la structure dite libérale, qui n'est que féodale"*, et par une *"révolte contre l'incroyable pouvoir de la banque"*.

La monnaie est un droit, une créance transmissible au porteur, forcément scripturale par construction, valeur en suspens qui attend une production pour avoir sa véritable raison d'être. On ne peut normalement, comme autrefois l'or, être monnaie et bien de consommation ; rapport calculé (entre offre et demande) et joué pour flambeurs professionnels. La **monnaie de transaction** constate et apprécie la production de biens et de services, tandis que la **monnaie de spéculation** anticipe cette production, l'appelle ou l'empêche d'exister, selon ses humeurs ou ses paris.

Monnaie de spéculation.

Cette spéculation est facilitée par le fait que la création de la monnaie est acte privé, bancaire. Comme l'écrit J. Riboud, la banque crée la monnaie "ex nihilo", et la prête contre un intérêt qui n'est pas encore créé. D'où un appel exponentiel à produire toujours plus pour acheter un moyen de paiement encore inexistant ; ce qui est par exemple le cas des forêts que l'on brûle pour éteindre une dette purement comptable et scripturale.

G. Lasserre reconnaît, après trente ans de banque, que *"la monnaie naît sur crédits bancaires et disparaît à leur remboursement"*. Mais il oublie que les banques créent jusqu'à 32 fois leurs fonds propres (cas du Canada) et qu'en plus, elles exigent un intérêt en monnaie d'équilibre économique (obtenue par transactions). Il s'agit donc de bien plus que de ce que Riboud appelle un "droit de seigneurage" ; il faudrait plutôt parler de "droit de cuissage" ou de "truandage" ! Lasserre qualifie la monnaie de *"faustienne"*, de *"malthusienne"*, et constate qu'elle est *"inflationniste par sa seule présence"*. Mais c'est par nature même, par construction, qu'elle est proliférative, carcinogène ; car on oublie les multiplicateurs du crédit et de l'intérêt correspondant, sans doute parce que c'est trop énorme. J. Duboin l'avait bien compris en 1955 lorsqu'il écrivait (2) : *"créer de toutes pièces des ressources financières pour les prêter à intérêt, n'est-ce pas le rêve ?"*. Lasserre constate à juste titre que la monnaie spéculative actuelle *"privilegie la fonction accessoire de conservation de la valeur par rapport à sa vocation fondamentale d'instrument de transaction"*. Il distingue également le prêt-crédit du recyclage de monnaie existante (avec dessaisissement). Neutraliser la monnaie en la recyclant revient en fait à jouer sur le facteur vitesse de l'équation de Fisher. Mais *"rien n'empêche les banques de battre monnaie pour leur propre compte sur achats d'actifs au lieu d'achats de créances"*, seuls tolérables.

La confusion entre le prêt de deniers existants - pour les réinvestir dans la production - avec la création ex nihi-

lo, fait entrer dans un "cercle diabolique", bien perçu par G. Lasserre : *"la monnaie n'est pas la finalité de l'économie. Il faut la recentrer sur l'activité économique, en dissuadant l'ultracapital liquide de rester en l'état dans les zones transitoires où il se délecte de puissance insaisissable et occulte, croît et embellit en évitant le risque de l'enracinement"*.

D'où la proposition de Lasserre d'une réforme essentielle, qui n'est en fait que l'un des éléments de l'économie distributive ou de l'économie franche : la suppression de l'intérêt bancaire sur la monnaie créée ex nihilo et l'admission exclusive de placements participatifs à des valeurs réelles de production, pour empêcher la monnaie de se prêter aux jeux qu'on veut lui faire jouer. La valeur de la monnaie doit se calculer (selon l'équation de Fisher) et non s'autoreproduire par paris mutuels. Elle doit être la résultante des prix et non pas leur déterminant.

La solution libérale, qui paraît reflourir partout comme la panacée, induit un appel vers le bas des revenus. Les pauvres produisent sans consommer et les riches consomment sans produire. Les salaires sont toujours au niveau des besoins les plus élémentaires. La "débile foire aux changes" flottants transforme les monnaies en plaquettes de casino.

Monnaies diverses

Après ces constatations très intéressantes, Lasserre établit une savante distinction entre monnaies de l'Est, monnaies suzeraines, monnaies de conquête, monnaies humanistes,

monnaies sous tutelle et monnaies-bidonvilles.

Les **monnaies de l'Est** feraient l'erreur de "rigidifier le pôle travail". Le "pôle besoin" serait, d'après Lasserre, une "finalité marxiste" ; comme si le fait d'avoir besoin de manger était une revendication de gauche ! L'auteur fait ici une comparaison bancale entre le "pôle animal" de la nourriture, qu'il suppose ne pas pouvoir être court-circuité (un peu de végétarisme bien compris lui éclaircirait sans doute les idées)... Pour lui, la monnaie de consommation des pays de l'Est semble être une monnaie-poubelle, ce qui paraît bien être le cas en Pologne lorsqu'on veut payer son taxi en monnaie locale ! L'absurdité d'une monnaie fondée sur le travail humain, alors que celui-ci est remplacé par les robots, n'est pas soulevée dans l'ouvrage, bien que ce soit la raison fondamentale des déséquilibres constatés partout.

Les **monnaies suzeraines** ou "complètes" se veulent, comme le dollar, à la fois étalons et moyens de transaction, comme l'or dont elles procèdent. Elles sont donc "fondamentalement faustiennes". La monnaie est traitée, comme le dollar, en trésor de caste. C'est ainsi que Keynes, dans sa "Théorie générale de la Monnaie", l'opacifie en prônant de subtils petits jeux avec les taux d'intérêt ; amusements qui ont conduit à l'échec cuisant des accords de Bretton-Woods en 1971, car personne ne saurait confondre papier et or, malgré le fétichisme soigneusement entretenu en faveur du dollar de la Réserve Fédérale, qui n'est qu'une banque privée prêtant à intérêt, comme oublie de le mentionner l'auteur ! Celui-ci constate bien que "l'Amérique est en vente" et que, avec une "dette" de 7000 milliards de dollars envers la Réserve fédérale en 1983, "on serait bien en peine de dire où l'on va".

Les **monnaies de conquête** sont le mark et le yen : les banques lancent ces pays à la conquête des marchés extérieurs et deviennent, sans doute malgré elles, de véritables services publics d'expansion nationale. Mais cette agressivité conduit à une prise de conscience de Lasserre, lapidairement exprimée ainsi : "c'est

dingue, le monde entier a perdu le sens de la vie !

Les **monnaies humanistes** sont, par exemple, le franc français et l'écu. Ce dernier "préfigure la monnaie de demain, qui se calculera". Mais la France a une monnaie au-dessus de ses moyens : "le coq est le dindon de l'écu".

Les **monnaies sous tutelle** sont celles du tiers-monde. Les banques prêteuses du monde occidental ne reverront jamais "leur" argent car "on sait que cette monnaie bancaire n'appartient et ne manque à personne... Mais si ce système se respecte, il est acculé à solvabiliser les débiteurs. Il faut pour cela sortir des prix du marché".

Cette fois, Lasserre, sans le savoir, reprend les propres termes de J. Duboin ! Mais on constate vite que cette prise de conscience ne s'accompagne pas d'un véritable distributisme car, pour solvabiliser les producteurs du tiers monde, l'auteur se contente de désolvabiliser les consommateurs en instaurant des relèvements massifs du prix des matières premières importées !

Quant aux "**monnaies-bidonvilles**", il s'agit des économies souterraines, qu'il faut effectivement prendre en compte dans une analyse approfondie de la monnaie : est monnaie tout ce qui permet un échange, "toute créance reconnue et cessible est monnaie". Cette définition est plus large et plus réaliste que celle de J. Riboud dans "Controverse sur la Banque et la Monnaie". La monnaie-bidonville préside, par le marché noir, à une intense activité économique. "On peut lui prédire un bel avenir" déclare Lasserre, qui fait ainsi l'aveu de son impuissance à envisager un véritable changement de société.

Le constat du désastre se mesure au fait que "la Banque est techniquement en faillite, passible de sanctions pénales pour publication de faux bilans, pour non-provisionnement de créances compromises". Par exemple, les banques françaises ont 23 milliards de francs à récupérer sur le tiers monde, alors qu'elles n'ont que 6 milliards de fonds propres et seulement 40% de provisions spécifiques. Il y a donc un

"trou" d'environ 50% des fonds prêtés. Si ce trou noir n'aspire pas nos créateurs ex nihilo, c'est bien parce que chacun sait bien, en haut lieu, qu'il ne s'agit que d'écritures, d'encre et de papier, et non de valeurs réelles ! Mais, au fait, "qui les empêcherait d'acheter la lune ?". Il faut "réintégrer la fonction bancaire dans le giron de la puissance publique" car la fonction de réserve s'oppose à celle de transaction. Sacrifier la seconde à la première, c'est sacrifier ceux qui n'ont pas de monnaie au profit de ceux qui en ont. "Le monde est emporté par la frénésie asiatique sous la houlette d'un Japon en guerre totale". Mais c'est le fiasco, matérialisé par la réunion du FMI en octobre 1987 ; suivie, quelques jours plus tard, par le krach boursier du "lundi noir", simple remise du marché monétaire à l'heure des réalités économiques.

Une solution partielle...

Quant aux propositions de G. Lasserre, nous avons vu qu'elles approchent des solutions prônées depuis longtemps par nos maîtres, Duboin, Gesell, Douglas : solvabiliser les démunis, changer la nature de la monnaie pour en faire un simple outil de contrôle, supprimer l'intérêt spéculatif. Mais, pour lutter contre le chômage, Lasserre ne trouve soudain rien de mieux que de revenir à Adam Smith en réduisant les travailleurs au rôle de robots sous-payés, grâce à une dévaluation massive de la monnaie ! Et il n'hésite pas à enfoncer ainsi le clou dans la chair du prolétariat travailleur : "il n'y pas de chômage en Corée". Dur, dur... Il propose une "Charte de la Monnaie" avec une monnaie calculée sur un panier de prix de référence (comme Riboud) et un indice. Pas de rémunération du capital créé, sauf si recyclage par dessaisissement. Toute rente doit passer par un réinvestissement "qui ferme l'échange et efface la monnaie". L'on arrive logiquement à un type de monnaie de consommation conforme à l'idée de son inventeur (Christen, 1934). Les monnaies-refuges et monnaies-armes de conquête sont automatiquement disqualifiées.

La "Charte de la Banque" de Lasserre est un louable effort d'assainissement qui rejoint partiellement nos

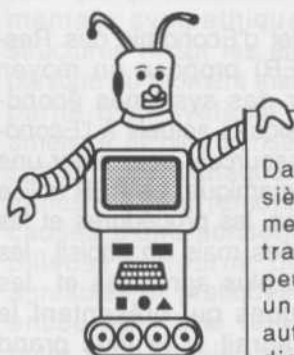
idées : la monnaie ne peut être créée que par un organisme relevant du secteur public, qui ne peut acquérir de biens que sur fonds propres et ne peut demander que des "primes de risque" sur les fonds prêtés par recyclage, le tout sous la surveillance d'un organisme international de contrôle.

Ce serait ainsi la fin de "l'industrie monétaire". Mais l'auteur reste dans les lois du marché libéral. Sa réforme, il l'avoue d'ailleurs lui-même, "replacerait la compétition dans ses marques authentiques, grâce à un crédit moins cher, une forte relance de la consommation, une plus grande loyauté de comportement". Tout cela n'est pas suffisant pour un véritable distributiste ! Lasserre admet aussi que ses propositions doivent faire l'objet de remises au point : "o n peut toujours rêver", conclut-il à propos de sa charte...

Mais pas fondamentale...

Le troisième volet de sa réforme est l'aboutissement logique de sa non-prise de conscience du problème fondamental, posé par le remplacement de l'homme par la machine, et donc de sa méconnaissance de la solution distributiste. Pour sauver le tiers monde, Lasserre ne trouve rien de mieux que de jouer sur un des instruments les plus éculés du marché capitaliste : le protectionnisme à outrance. Pour lui, curieusement, "tout transfert de technologie est suicidaire". Chacun doit garder ses billes : l'Occident ses idées, le tiers monde son pétrole ! Il veut une hausse massive des cours des matières premières et un New Deal mondial, qu'il n'explique pas clairement, et pour cause !

L'auteur enfonce superbement des portes ouvertes autrefois par Duboin et par d'autres : "l'Occident porte indiscutablement en lui les germes de son autodestruction. La France refuse de croire au déclin. Ni faire, ni laisser faire. La France est tiraillée par deux conservatismes intellectuels, de droite et de gauche, aussi bâtards et dogmatiques l'un que l'autre. Le monde ancien est en



Dans notre XXe siècle, un homme ne trouve de travail que s'il peut en enrichir un autre. Cet autre le congédiera dès qu'il pourra le remplacer par une machine.

J. DUBOIN

(« Les yeux ouverts »)

quête de valeurs-travail nouvelles permettant de répartir une production désormais largement banalisée". Tout cela est bien familier à nos oreilles de distributistes. Mais soudain, l'auteur nous fait redescendre des hauteurs : pour résoudre la crise, il ne voit rien d'autre que développer "l'actionariat populaire et les petits boulots à visage humain" ! Et pourtant, il reconnaît que "le véritable problème est celui de la répartition d'une production

industrielle et agricole dont regorge l'Occident, d'instaurer un équilibre par le haut et non par le bas. La solution est d'ordre monétaire : il faut créer monnaie sur le double besoin de consommer et de produire, non celui d'avoir". Il n'y a pas de honte à être société de consommation, source de bien-être. Mais il est absurde d'aboutir à une "société de non-production, en train de couler avec des outils gigantesques, inutilisés faute d'irrigation monétaire". Ce qui nous a fait retrouver le principe physiocratique fondamental de Quesnay : la monnaie est le sang qui doit irriguer le tissu social.

Un bon constat, insuffisant

En conclusion, "Autopsie du Désastre" est un bon constat, une prise de conscience intéressante qui ne peut que conforter nos positions. Il faut féliciter l'auteur d'être parvenu à ces sommets à la seule force de ses poignets, mais regretter qu'il n'ait pas plus tôt connu l'Economie distributive, ce qui lui aurait épargné beaucoup de peine. Ses propositions ne sont pas au niveau de ses constatations.

C'est donc un livre de transition et de confirmation de nos thèses, auquel on pourrait appliquer le jugement de Lyautey sur une copie de l'Ecole militaire : "des idées neuves et des idées justes ; mais les idées neuves ne sont pas justes et les idées justes ne sont pas neuves".

(1) "La Monnaie expliquée à ceux qui n'en ont pas" Gilbert Lasserre, 1987 Editions du Franc-Dire, 78740 Saint Lambert, 100 pages

(2) "Les yeux ouverts" Jacques Duboin

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ

Mme Lahens :300	Lecomte :15
A. Pocard :100	Filhos :10
L. Galland :60	Velly :100
J. Marchand :50	

TOTAL : 635 Francs

✓ Merci à tous.

Un livre à lire et à faire lire :

Compétitivité, Mère du Chômage

190 pages écrites par un citoyen du monde,
Guy Marchand

Prix 50 F. (+ 12 F. pour frais d'envoi).

S'adresser à G. Marchand, 45, rue des Morillons,
75015 Paris

L'alternative acceptable :

LES JOIES DE L'ECONOMIE DES RESSOURCES

d'après Farel Bradbury

1.0 Introduction à l'Economie des Ressources

1.1 L'Economie des Ressources (la Réconomie) constitue une structure économique "naturelle" pour les sociétés humaines. On mesure en unité d'énergie la **valeur physique** de toutes les activités naturelles qui obéissent aux lois inviolables de la thermodynamique. Toutes les espèces animales et végétales utilisent de l'énergie dans l'économie naturelle de leur propre environnement pour atteindre un équilibre, un équilibre dynamique. Seul, l'homme perçoit un sentiment de "valeur" en dehors de ces contraintes naturelles et utilise de l'**argent** (de la monnaie) pour exprimer cette valeur lorsqu'il veut échanger des biens ou des services.

Avec les règles économiques actuelles, la valeur de la monnaie n'est liée à aucune valeur physique si bien que nous n'avons que peu de liens avec notre environnement naturel. Il n'y a, par suite, que peu de contraintes soit pour l'exploitation des réserves naturelles et des ressources ambiantes soit pour les déchets que l'on remet dans l'environnement. On sait maintenant que, sauf si l'on remet en cause l'idée que l'on se fait de la "qualité de la vie" sur cette planète (c'est à dire de ce qui constitue la vraie "richesse"), ces tendances effrénées vont limiter le développement et le bien-être futurs de l'humanité. L'Economie des Ressources lie la valeur de la monnaie à une valeur physique (l'énergie) de façon à atteindre un équilibre naturel dans une "Economie de la Dynamique" humaine.

1.2 Le Projet d'Economie des Ressources (PER) propose un moyen pour passer des systèmes économiques classiques actuels à l'Economie des Ressources, pour créer une économie dynamique. Le PER utilise les institutions, les procédures et les valeurs établies mais en choisit les éléments les plus agréables et les plus bénéfiques qui présentent le plus grand attrait et le plus grand consensus social. Concrètement, la machine est mise en marche en supprimant la TVA et toutes les autres

ra l'emploi constructif, aura des effets sociaux bénéfiques et protégera les ressources. Les recettes des gouvernements restent en gros les mêmes ainsi que les coûts de production.

1.2.2 Le territoire sur lequel s'applique l'Economie des Ressources est manifestement limité par les frontières douanières. L'augmentation du coût des matériaux doit être répercutée sur toutes les importations et retranchée de toutes les exportations. Ce qui garantit le niveau des prix sur les marchés intérieurs et des prix compétitifs sur les marchés extérieurs. Elle constitue une incitation tout aussi importante à économiser les ressources dans les autres pays s'ils veulent pouvoir vendre aux pays vivant en Economie de Ressources.

1.2.3 La taxe sur les ressources doit être unifiée de façon à ce que son coût puisse facilement être mesuré par un étalon commun, quantifié, distingué aux frontières des pays en Economie de Ressources et considéré comme équitable. L'Economie des Ressources se différencie des systèmes de taxation sélective devenue floue... Cependant, si on ne distingue pas aux frontières les taxes "environnementales", la production indigène est placée en position de faiblesse dans les marchés mondiaux et le coût environnemental est simplement répercuté sur les autres.

1.2.4 Un "Revenu de Base" est attribué de manière non sélective à tous les citoyens aux stades ultérieurs (idéalement lorsque les taxes sur les revenus ont été supprimées). La taxe sur les Ressources est pro-

Et ce mois-ci,
avez-vous pensé
à faire un nouvel abonné
à la Grande Relève ?

taxes sur la **création** des richesses. On obtient un revenu équivalent en taxant la **consommation** des ressources à travers leur constituant commun, l'énergie. A l'évidence, cela encouragera à la fois l'économie et le soin dans l'exploitation des ressources. Il serait cependant catastrophique d'accroître simplement le prix des matériaux: les compensations suivantes sont une part essentielle de l'Economie des ressources.

1.2.1 La taxe sur les ressources **remplace** toutes les autres taxes. Parce que ces autres taxes ont eu pour effet de promouvoir un investissement en capital, grand consommateur de ressources, supprimeur d'emplois tendant à renchérir le coût du travail et s'accompagnant d'autres distorsions, leur suppression stimule-

gressive (le niveau de vie est lié à la consommation), mais le revenu de base compense l'accroissement du coût des matières premières tout en maintenant l'incitation à l'économie - contrairement aux subventions pour les combustibles. Le revenu de base doit inclure les allocations sociales jusqu'à un niveau civilisé.

1.3 La mesure fondamentale de toutes les ressources matérielles et de toutes les consommations économiques est l'énergie. La taxe sur les ressources (UNITAXE) est donc calculée non pas par rapport à une valeur de marché (en monnaie) mais par rapport à sa valeur calorifique ... Une fois que ces mesures ont été appliquées à la source, on donne une "valeur sociale" à toutes les ressources matérielles, automatiquement, universellement et sans autre intervention bureaucratique.

1.4 Les propositions qui suivent concernent l'économie nationale et européenne avec quelques implications plus étendues. L'Economie des Ressources peut être appliquée localement mais il faut alors introduire d'autres considérations et d'autres options qui ont été traitées en détail lors de la proposition officielle qui a été faite au Royaume Uni de remplacement des taxes locales. Principalement l'échelle plus faible des opérations rétrécit la gamme des énergies

définies et peut inclure l'électricité fabriquée et d'autres types d'énergies secondaires.

1.5. Bien qu'on ne puisse nier la force de la taxation pour changer les choses, et que les taxes soient fréquemment et sélectivement mélangées avec la morale, la Taxe sur les Ressources l'UNITAXE, est égalitaire, universelle et à un taux de référence unifié à chaque instant. Bien que ça soit une taxe environnementale sympathique, elle n'est structurée ni sur les émotions ou la panique du moment mais en tant que partie d'un système économique amélioré et plus sensé. Il n'est pas suffisant de s'attaquer aux symptômes : il faut remonter jusqu'aux causes d'une consommation gaspilleuse et fournir de nouvelles, agréables et pratiques incitations à encourager une réforme de tout notre style de vie, réforme qui soit naturelle, évolutive, sinon radicale. Le nouveau style de vie qui finalement émerge doit être perçu comme une amélioration : pas comme une restriction, une coupe sombre, ou un retour en arrière.

1.6. En un sens, pour se placer dans un contexte politique courant, l'UNITAXE est une taxe faisant véritablement payer les pollueurs parce que toute pollution entraîne un gaspillage de ressources. Toutefois, alors que,

dans le processus de production, les taxes sélectives, comme toutes les autres taxes, sont simplement répercutées sur le consommateur (il n'y a personne d'autre à qui faire supporter les coûts), l'UNITAXE met tout le monde sur un pied d'égalité, de sorte que le traitement du coût inévitable et universel devient optimal grâce à une utilisation efficace des ressources dans un marché libre et compétitif et à des modèles plus économiques de la demande.

A présent que l'on a, au moins, reconnu l'importance de l'environnement, il est bon de souligner que les sources d'énergie "renouvelable" bien qu'elles doivent subir l'UNITAXE au taux normal à la fourniture, (pour les raisons précisées dans cet article), peuvent - et peut-être doivent- recevoir une aide financière publique. Une telle aide, en particulier pendant les étapes de développement, pourrait clairement être considérée comme étant de la responsabilité des gouvernements dont le rôle est de définir les politiques énergétiques (en tant que partie d'une stratégie économique) nécessaires à une planification intelligente du futur.

(traduction Grande Relève, à suivre)

(Il existe un autre document de travail sur l'interprétation globale du Projet d'Economie des Ressources.)

ETATS D'ESPRIT

Selon un grand Professeur de médecine (...), la santé est un "état d'esprit". Mais il y a plusieurs sortes d'esprits : esprit de sel, esprit malin, esprits tordus, frappeurs, etc. Il y a aussi plusieurs sortes d'états : état fiévreux, état second, états de fait, de grâce, etc.

Les mauvais esprits, Jaurès, Martin-Luther King, Gandhi, Sadate, Allende, Djibaou ... ont été assassinés.

Les bons esprits, Pinochet, Bokassa, Ceausescu, Marcos, Bébé Doc, Noriega ... se font bronzer la pillule.

Ces deux listes, non exhaustives, démontrent, s'il en était besoin, que certains scientifiques se sont coincé le bulbe dans leurs cornues.

Moralité, mieux vaut être un bon vivant qu'un mauvais mort.

Jean de la Fontaine.

BULLETIN DE COMMANDE (à compléter)

M.demeurant.....

vous adresse par chèquela somme deF
se décomposant ainsi :

.....F pour abonnement à dater de19

.....F pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève ».

.....F pour recevoir..... tracts (à 15 F. le cent)

.....F pour recevoir..... ex. (à 10 F.) du N° spécial « J. Duboin »

.....F pour recevoir..... ex. (à 15 F.) du N° spécial « Pour les femmes »

.....F pour recevoir..... ex. (à 65 F.) de « Kou l'ahuri » de J. Duboin

.....F pour recevoir..... ex. (à 65 F.) de « Les yeux ouverts » de J. Duboin

.....F pour recevoir..... ex. (à 85 F.) « Les affranchis de l'an 2000 » de

M.L. Duboin

.....F pour recevoir..... ex. (à 22 F.) de « L'économie libérée ».

.....F pour recevoir..... ex. (à 7 F.) du N° en bandes dessinées

Règlements à l'ordre de la Grande Relève par chèque bancaire, ou par chèque postal n° 13 402-39 M Paris.

Allons, enfants !

Une distributiste de la première heure, désolée d'avoir dépassé la date, nous a adressé avec retard sa version de *La Marseillaise*. Nous n'avons ni eu le courage de la refuser, ni voulu en priver nos lecteurs.

A la date du 10 Juillet, nous n'avions encore reçu que très peu, beaucoup trop peu, de bulletins de vote pour désigner les meilleures paroles proposées sur l'air de notre hymne national. Nos lecteurs sont-ils devenus tous indifférents ?

Nous ajoutons la proposition suivante, qui porte donc le N°8, en espérant qu'elle décidera les retardataires à envoyer leur bulletin de vote.

Nous repoussons au 15 Septembre la date limite pour choisir.

★★★

Proposition N°8

de Mme J. Bruniaux Dartus, de Saint-Amand,

1° couplet

Chantons, enfants de la patrie
Car l'abondance est arrivée.
Ne craignons plus la pénurie
Les robots viennent nous aider (bis)
Si le robot pour nous travaille
Partout nous ayant remplacés
Pourquoi dons lui livrer bataille?
Du labeur, il nous a libérés.!

refrain
Voici le temps venu
Des loisirs, du repos
Vivons, vivons
D'un revenu
Offert par les robots.

2° couplet

Le robot prenant notre place,
C'est pour nous qu'il va travailler
Eloignant de nous la menace
Sans salaire, d'être éliminés.(bis)
C'est du labeur de nos ancêtres
Qu'est né cet immense progrès
Il est pour nous temps de connaître
De la vie sans souci, les attrait

3° couplet

Pourrie par le capitalisme
Notre planète est en danger
Faisons taire tous nos égoïsmes
Et pensons à l'humanité (bis).
Il existe une alternative
Jacques Duboin nous l'a proposée
L'économie distributive,
Le revenu social assuré.

4° couplet

C'est l'avenir de nos enfants

Qu'en ce moment nous préparons
Est-ce une Europe de tourments
Que de nous ils hériteront ? (bis)
Ou bien aurons-nous la sagesse
De leur donner pour l'avenir
Un grand pays où la tendresse
Fleurira, et pour ne plus finir ?

5° couplet

Amis, l'Europe qui s'avance
Nous voulons qu'elle soit pour nous
Nous, les habitants de la France
Un pays où vivre soit doux (bis)
A nous d'oeuvrer en conséquence
Et sans relâche, combattons
En gardant au coeur l'espérance
Que le choix des hommes sera bon.

6° couplet

Sur la terre, notre planète
Il faut que chaque homme soit heureux
Que chaque jour soit jour de fête
Que l'avenir soit merveilleux (bis)
Il faut pour celà que tout change
Que l'égoïsme étant détruit
Plus rien sur terre ne dérange
Le bonheur que l'Homme aura
construit

7° couplet

Egalité, belle devise,
Tous les égoïsmes vaincus
La Fraternité nous unise
La Liberté soit reconnue (bis)
Que de l'argent fini le règne
L'amour soit la source de tout
Comme la sagesse l'enseigne
L'équité fasse la loi chez nous.

FETES DU BICENTENAIRE

par Pinoche

J'ai de la chance, j'ai une place confortable devant l'estrade où Monsieur le Président va nous tenir son discours. Je suis un peu loin, mais on voit bien quand même. La foule est impatiente, car c'est un grand jour. De part et d'autre de l'estrade, les Droits de l'Homme et du Citoyen sont inscrits sur deux grands panneaux. Au frontispice, ces mots majestueux et si prometteurs :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

Tout le monde est tendu, on sent qu'il va se passer quelque chose. Enfin il arrive, le voilà, ce petit homme vert, c'est notre Président, c'est Le Président.

Silence impressionnant. La foule est suspendue à ses lèvres. Il parle :

Mes chères électrices, mes chers électeurs,

Comment laisser passer cette journée historique sans vous dire ce que mon coeur de grand révolutionnaire ressent. Aussi ai-je décidé, comme tout bon révolutionnaire qui se respecte, de faire mon auto-critique. Mes adversaires parleront d'auto-satisfaction, mais comment faire confiance à ces politiciens! C'est à moi seul que vous avez fait confiance ! (applaudissements)

En 1971, en prenant ma carte du parti, je vous ai dit que celui qui ne luttait pas contre l'ordre établi, contre le régime capitaliste, n'était pas digne de rentrer au PS. C'est ce que j'ai fait (applaudissements nourris)

- En 1981, pendant ces présidentielles qui feront date dans l'histoire de notre République Une et Indivisible, je vous ai promis que le chômage ne dépasserait pas les deux millions. J'ai tenu parole.

- Je vous ai affirmé que j'embaucherais un million de jeunes, vous m'entendez : un million de jeunes embauchés, pas, comme pourraient le dire mes contradicteurs, des jeunes mis dans des écoles ou des tucs, non, ces jeunes ont chacun un emploi et un salaire décent. Ce n'est pas comme mon petit voisin d'Outre Atlantique, ce cow-boy qui a transformé les chômeurs misérables en travailleurs misérables, ce qui a coûté une fortune au peuple américain (1).

- Je vous ai promis la semaine de 35 heures, comme les ouvriers allemands. Vous l'avez (*applaudissements*). Ceci nous a permis, comme nous l'avions prévu, une embauche de 950.000 chômeurs.

Ainsi, mes chers administrés, faites le compte avec moi. - D'un côté, 2.000.000 de chômeurs. - De l'autre, un emploi pour un million de jeunes, et plus de 950.000 chômeurs embauchés. Que reste-t-il ?

- 50.000 chômeurs, soit 1/1000 de la population. Quel est le chef de gouvernement capable d'une aussi belle réussite ? (1)

Je vous ai promis le progrès social. Ayant appris que les mille plus grosses entreprises françaises avaient vu leurs bénéfices augmenter de 200 % (2), j'en ai tout de suite fait bénéficier nos travailleurs. et ainsi nos braves infirmières ont vu

**Si vous lisez
ce journal pour
la première fois,
n'hésitez pas
à nous écrire et
ne manquez pas de
nous dire comment
vous avez eu
ce journal**

leur salaire augmenter de 4 à 12 %. Bien sûr, les infirmières libérales n'ont rien vu. Mais je m'en occupe.

Et j'ai mis fin à une chose que je considère trop grave pour ne pas la placer en priorité, comme le veut l'idéal de notre mouvement : priorité

aux plus démunis. Ayant appris, en prenant les commandes de ce beau pays, qu'il y avait un quart monde, j'ai pris immédiatement les mesures qui s'imposaient, car mes prédécesseurs avaient osé laisser crever de faim des millions de Français dans notre belle France où il y a trop de tout ! J'ai dénoncé immédiatement ces lois scélérates, que dis-je ? Meurtrières, qui consistaient à détruire les excédents agricoles. Comment peut-on parler d'excédents quand des millions d'êtres humains manquent du nécessaire ? Je sais que quelques uns de ces malheureux voudraient être considérés comme des êtres humains (4). Chaque chose en son temps. On y pense.

Devant ces résultats prometteurs, j'ai conseillé à mon écureuil favori de s'occuper activement du progrès social en Europe. Quand on pense que 14 % des européens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, je souffre en pensant à ces excédents européens qui pourraient rassasier ces misérables qui n'ont pas le bonheur de vivre dans un pays socialiste comme la France.

courrier

Veillez trouver ci-joint avec un peu de retard (mon état de santé est fort déficient) le règlement de mon abonnement, (le dernier peut-être...).

Je suis lasse d'entendre répondre trop souvent: "Nous, on ne veut pas être comme en Russie (!?). Votre système est vraiment trop simpliste, l'économie distributive? Utopie, foutaise, comment voulez-vous y arriver?" Je reste tout de même convaincue de la force de persuasion des jeunes militants, à la force des formules de J. Duboin, "la misère dans l'abondance, Mourir de ne pas savoir vivre", la publication de croquis, les chiffres sur le coût de tant d'engins de mort et tous les slogans insérés dans vos colonnes; . Ces clous finiront par s'enfoncer. mais les yeux sont longs à s'ouvrir!

Ces thèses peuvent donner lieu à des discussions fructueuses en particulier chez les jeunes qui cherchent vers quels débouchés leurs études les mènent. Il faudrait pouvoir distribuer des numéros en bandes dessinées, faciles à lire et à se passer. C'est facile à comprendre, même par des enfants de 9 ou 10 ans, je l'ai expérimenté. Ah, si l'on pouvait

reproduire et afficher partout des pages particulièrement parlantes comme la couverture du N° 866 d'avril 1988 sur le scandale des surplus de la CEE!! Mais pour s'exprimer par l'écrit et par la parole, il faut être privilégié!

Le passage à l'antenne? Les menteurs, les films, y ont la priorité. A quand l'heure de vérité pour les adeptes de J. Duboin, ?? Il n'est jamais interdit d'espérer

A Marie-Louise Duboin et à tous ceux qui travaillent avec elle avec tant de courage et de dévouement, je souhaite des résultats très positifs pour bientôt, avec l'expression de mes meilleurs sentiments, et le regret de ne pouvoir être utile à quelque chose.

B. T., Septèmes-les-Vallons

RDLR Cette lettre nous a tous beaucoup touchés. et nous apporte une bouffée de courage pour continuer.

Gardez espoir, en effet. Nous avons reçu de Toulouse, le Dimanche 9 Juillet, un coup de téléphone enthousiaste d'un lecteur qui, écoutant "l'oreille en coin", une émission de France-Inter, avait eu la joie, nous a-t-il dit d'entendre l'essentiel de nos thèses présentées pour l'Europe de 1993 par J. Robin. Le clou a bien été enfoncé, on commence à entendre nos propositions, même à la radio!

Mon ami, J-M Cavada m'ayant appris que dans le monde 40 millions de personnes meurent de faim chaque année, je crie mon indignation et ma révolte quand je pense encore aux excédents agricoles mondiaux. C'est un scandale ! L'abondance agricole des pays riches tue 50 fois plus de personnes qu'Hitler dans le même laps de temps. Et, tenez-vous bien, mes braves administrés, 1.500 fois plus que la bombe d'Hiroshima !

Alors, tu viens dîner ? me dit ma femme.

Je m'étais assoupi en regardant le bébé-show !

(1) 92.000 dollars par emploi, d'après Dale Bumpers, Sénateur de l'Arkansas.

(2) 26 milliards en 1986, 77 milliards en 1987.

(3) 5 millions de Français vivent d'aumônes (l'Abbé Pierre)

(4) entendu à midi sur l'A2: A un accident du travail qui doit vivre avec 1.200 F par mois, on demande : "Que souhaitez-vous ? - Etre considéré comme un être humain.

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20^e siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette « révolution de l'intelligence » est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, « la grande relève » des

hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à tout ce que les robots fabriquent pour **tous**.

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense 10 millions de francs **chaque minute** pour préparer la guerre, mais ne trouve pas d'ar-

gent pour empêcher des millions de gens de mourir de misère. La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance !

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société humaine à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de **tous** les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive :

l'économie distributive

Le travail : même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un **devoir**, celui de participer, et un **droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

Les revenus : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **REVENU SOCIAL** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

La monnaie : Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est **pas thésaurisable et elle ne circule pas**. C'est une **MONNAIE DE CONSOMMATION** qui s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production

ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

Les investissements, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production « disponible » et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer ; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production. Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne de veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins**, la **compétitivité** fait place à la **convivialité**.